

**Accord professionnel national**

**BRANCHE SANITAIRE,  
SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE  
À BUT NON LUCRATIF  
CHAMP D'APPLICATION  
(18 février 2005)**

(*Bulletin officiel* n° 2005-14)  
(Etendu par arrêté du 6 avril 2005,  
*Journal officiel* du 15 avril 2005)

■ *Journal officiel* du 16 décembre 2005

**Arrêté du 7 décembre 2005 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif**

NOR : SOCT0512511A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'avenant n° 1 du 23 juin 2005 à l'accord n° 2005-03 du 18 février 2005, relatif au champ d'application des accords, conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 septembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 22 septembre 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, à l'exclusion des entreprises qui appliquent la convention collective du 26 août 1965 des établissements de

soins, de cure et de prévention pour enfants, les dispositions de l'avenant n° 1 du 23 juin 2005 à l'accord n° 2005-03 du 18 février 2005, relatif au champ d'application des accords, conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par l'avenant précité.

## Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/35, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.